

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

BTP: les propositions du SEBTP pour financer les infrastructures

À la faveur d'une table ronde du 30 mars dernier, le Syndicat des entreprises du bâtiment et des travaux publics a mis sur la table du gouvernement la possibilité de lever des fonds à l'international. Et de participer au développement du pays en impliquant l'ensemble de ses membres.

G.R.M
Libreville/Gabon



Photo: DR

Une vue de la rencontre.

C'EST une proposition pour le moins novatrice que le Syndicat des entreprises du bâtiment et des travaux publics (SEBTP) a faite au ministre des Travaux publics, de l'Équipement et des Infrastructures, Léon Armel Bounda Balonzi.

En effet, au cours de leur séance de travail du 30 mars dernier, l'organe regroupant les principales sociétés du secteur de BTP au Gabon a émis devant le membre du gouvernement la possibilité de lever des fonds à l'international pour financer les

travaux d'infrastructures, dans le cadre des partenariats publics privés avec l'Exécutif gabonais. L'idée globale consisterait, pour le SEBTP, à user de son réseau relationnel international pour pouvoir mobiliser et mettre donc à la disposition de notre pays des financements nécessaires au développement des infrastructures. Une manière pour les entreprises de ce syndicat de participer à la construction du Gabon.

La perspective est d'autant plus novatrice que, jusqu'ici, le Gabon s'est essentiellement

appuyé sur un système classique où il s'adresse directement aux institutions de Bretton Woods, aux partenaires internationaux et autres banques d'Afrique et hors du continent pour financer son développement. En étant confronté à un certain nombre d'exigences, dans la mesure où la majeure partie des prêts ne financent qu'une partie du projet (75 à 90 %) à réaliser.

La dynamique du secteur du bâtiment et des travaux publics est incontestable en termes de création d'emplois, de croissance économique et de transformation

d'un pays, a souligné le ministre Léon Armel Bounda Balonzi. C'est fort de cela, a-t-il ajouté, que le gouvernement gabonais entend poursuivre son programme de développement des infrastructures, notamment routières.

Les propositions du Syndicat des entreprises du bâtiment et des travaux publics arrivent assurément à point nommé. Entendu que l'exploration d'autres possibilités de financement demeure une problématique plus que d'actualité au niveau étatique.

"Nous avons effectivement la capacité et la possibilité de lever des financements innovants à l'international", a assuré Serge Maurille Myboto, le président du SEBTP.

La finalité ici, du moins si l'approche est adoptée, est de matérialiser l'ambition du chef de l'État dans ce secteur, selon le ministre des Travaux publics, de l'Équipement et des Infrastructures. Lequel a considéré cette réunion comme un véritable cadre d'échange avec le syndicat des majors nationaux du BTP, et qui a permis d'asseoir une vision commune pour le secteur des infrastructures.

Les propositions de l'organisation syndicale permettraient au SEBTP de participer au développement du Gabon, en favorisant l'implication de l'ensemble de ses membres. Elles pourraient être expérimentées dans le cadre des chantiers publics en cours et ceux qui sont en passe d'être relancés. Mais aussi les projets futurs, notamment l'aménagement des routes Oyem-Mongomo, Makokou-Mékambo-Ekata ; ainsi que la construction des péages et de stations de pesage sur les différentes Nationales. L'autre projet majeur est la rocade qui devrait relier les communes de Ntoum et d'Akanda en contournant Libreville.

Contrepoint

La diversification des sources de financement, un atout pour développer les infrastructures

G.R.M
Libreville/Gabon

LES crises économique et sanitaire que le monde n'a pas tout à fait fini de traverser ont eu un impact négatif sur l'économie du monde en général, et gabonaise en particulier. Un choc qui a considérablement gêné notre pays à poursuivre son développement infrastructurel, entre autres. Alors que des signaux semblent confirmer une embellie, la relance des chantiers n'est pas

sans rappeler, pour le Gabon, le besoin indispensable de continuer la diversification des partenaires financiers. Beaucoup plus dans le domaine des infrastructures. Dans ce secteur, notre pays s'est en effet doté d'un schéma directeur national qui englobe la construction de routes à vocation sous-régionale et d'interconnexion des chefs-lieux de provinces, ainsi que la réalisation d'études y relatives. Ce schéma a été élaboré dans le cadre du Plan stratégique gabonais émergent

(PSGE). Le développement des infrastructures de transport constituant une des priorités du gouvernement, notamment du fait du retard pris en termes d'infrastructures de désenclavement et des nouveaux besoins issus de la vision du Gabon émergent. Sa mise en musique nécessite des financements fiables et pérennes. Il n'est probablement pas évident de les mobiliser auprès des partenaires classiques, au risque d'en être prisonniers. D'où l'irréversible diversification des

sources de financement, laquelle apparaît ainsi comme un atout pour le développement des infrastructures gabonaises. Il y a une certitude : si les partenariats permettent de pérenniser leur modèle économique, en diversifier représente un plus pour mettre en œuvre de nouveaux projets. Ainsi, accroître ses ressources auprès de plusieurs partenaires permet-il de conserver une marge de manœuvre qui ne pourrait être possible si la structure ne dépendait que d'un seul acteur.